

# **LES COMMUNISTES CONTRE LA RÉVOLUTION (\*)...**

Dans la perspective d'un éventuel «*débat*» entre libertaires et communistes sur la guerre civile espagnole, si tant est qu'une telle chose est envisageable, même 80 ans après, la première difficulté sera d'établir la réalité des faits. Si on ne parle pas de la même chose et si on ne parvient pas à établir les faits, aucun débat n'est possible. Or la réalité de l'anarchisme en Espagne a été largement occultée et déformée par les communistes.

La seconde difficulté sera sans doute de se débarrasser des oripeaux de la mythologie. Si l'œuvre des collectivisations industrielles et agricoles fait partie du fonds de commerce de la propagande libertaire concernant l'Espagne - fonds de commerce qu'il serait dommage de cacher - les anarchistes sont peut-être mieux armés pour remettre en cause l'attitude de l'appareil de direction du mouvement libertaire espagnol dans la conduite des événements que ne le sont les communistes de tous bords concernant la révolution russe.

En effet, ce qui est remarquable dans l'histoire de la guerre civile espagnole n'est pas tant la participation de quelques militants de la CNT au gouvernement de Front populaire que le fait que malgré les dérives des dirigeants anarchistes, la base du mouvement a continué à mettre en œuvre la collectivisation de l'économie à grande échelle. C'est l'un des faits les plus marquants qui distingue de manière spectaculaire la révolution espagnole de la révolution russe, où le pouvoir bolchevik, incapable de remettre en marche l'économie, s'est précisément efforcée de réprimer la moindre initiative de la classe ouvrière. Lorsque en 1917 la direction du parti s'opposait à ses thèses d'avril, Lénine menaça de démissionner, et le parti céda. Si un quelconque dirigeant de la CNT avait tenté la même chose, tout le monde aurait rigolé. Là se trouve la principale différence entre l'Espagne et la Russie.

Une déclaration de Dolorès Ibarruri, la dirigeante communiste, faite vingt jours après le soulèvement prolétarien contre Franco, éclaire particulièrement les rapports qui vont s'établir entre anarchistes et communistes pendant la guerre civile:

*« La révolution qui se déroule dans notre pays est la révolution démocratique bourgeoise qui a été réalisée il y a plus d'un siècle dans d'autres pays comme la France et nous, communistes, sommes les combattants de première ligne dans la lutte contre les forces obscurantistes du passé »* (1).

Ainsi, pendant que la CNT, soutenue parfois, selon les circonstances, par l'UGT, met en place la collectivisation de l'industrie, du commerce et de l'agriculture dans la moitié de l'Espagne que Franco n'a pas encore investie, les communistes vont soutenir la révolution bourgeoise et s'appuyer sur les couches sociales opposées à la collectivisation afin de remettre en place l'ordre bourgeois, au nom de l'antifascisme. Ils vont ordonner au général Lister et à ses troupes de détruire les collectivités agricoles, alors même qu'en Espagne - et c'est là un autre différence spectaculaire avec la révolution russe - la paysannerie avait collectivisé volontairement la terre, continué d'approvisionner les villes en nourriture, ce que les bolcheviks s'étaient montrés totalement incapables de faire.

Six mois après le soulèvement contre Franco, un autre dirigeant communiste, Santiago Carillo, déclare dans un discours:

*« Nous nous battons pour la république démocratique et nous n'avons pas honte de le dire. (...) nous nous*

(\*) Extraits de «*Affinités non électives*», par René Berthier.

(1) Dolorès Ibarruri, *Mundo obrero*, 30 juillet 1930. Cité par Pierre Broué, *La révolution espagnole -1931-1939*, Questions d'Histoire - Flammarion.

*battons pour une république démocratique, et plus encore, pour une république démocratique et parlementaire»* (2).

André Marty reconnaît que quelque chose d'habituel se passe en Espagne concernant l'organisation de l'économie. La collectivisation mise en œuvre apparaît en filigrane dans une déclaration qu'il fit devant le comité central du PCF réuni les 16 et 17 octobre 1936; il y déclare:

*«Il y a maintenant en Espagne 18.000 usines et entreprises qui sont, il n'y a pas de mot en français pour dire cela, «prises en main» (c'est la traduction) par les ouvriers. Elles ne sont pas réquisitionnées, elles ne sont pas nationalisées, elles sont prises en main».*

On sent qu'il y a comme un malaise. Il ne veut surtout pas dire qu'elles sont collectivisées, et pas question non plus de dire que les anarchosyndicalistes espagnols sont derrière tout ça. Marty continue: *«Maintenant, la grande majorité de l'industrie espagnole est contrôlée par les ouvriers. Il ne s'agit pas d'expropriation, mais de contrôle, ce sont des mesures de guerre...»*. Évoquer l'expropriation irait bien sûr à l'encontre de la position des communistes espagnols. On n'en parle donc pas, mais lorsque *«la grande majorité»* de l'industrie d'un pays est contrôlée par les ouvriers, de quoi s'agit-il, alors? Comment *«la grande majorité»* des ouvriers espagnols ont-ils pu réussir un tel exploit?

Comme malgré tout le dirigeant communiste ne peut totalement évacuer la présence d'anarchistes en Espagne, il lance une pique: *«Quant aux anarchistes, ils veulent nationaliser même les coiffeurs, évidemment c'est idiot»* (3).

Le 22 octobre 1936, cinq jours après la déclaration de Marty au comité central, la CNT et l'UGT précisent leurs objectifs: expropriation des grands capitalistes, collectivisation de leurs entreprises, maintien des petits producteurs (4).

Marty s'exprime trois mois après que les travailleurs espagnols se soient soulevés contre Franco.

En trois mois ils ont réussi à contrôler *«la grande majorité de l'industrie»*, mais Marty ne dit pas comment ils ont réussi cet exploit. C'est que le Parti communiste représente des forces insignifiantes. Au début de 1936 il compte environ 3.000 membres et aux élections du *Front populaire* il a 16 sièges sur un total de 267 sièges pour la gauche (5). A titre de comparaison, la CNT avait alors 30.000 militants en prison, qui furent libérés après les élections. La CNT n'avait pas donné de consigne d'abstention. On la comprend... La comparaison des statistiques entre les élections de 1933 et celles de 1936, dans des villes comme Saragosse et Barcelone où l'anarchisme était particulièrement développé, montre une baisse significative de l'abstention (6).

Comme pour le parti bolchevik après la prise du pouvoir, les effectifs du parti communiste espagnol gonflent considérablement: le rapport de José Diaz pour le comité central du parti communiste (mars 1937), indique que 76.700 exploitants et métayers et 15.485 membres de la bourgeoisie ont rejoint le parti depuis le début de la guerre civile (7) ...

(2) Santiago Carillo, discours à la conférence nationale de janvier 1937 des JSU - *En marcha hacia la Victoria*. Cité par Pierre Broué, op. cit. p.140.

(3) Cité par Carlos Serrano, *Enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne*. Messidor-Éditions sociales, p.65. Jacques Duclos reprendra cette histoire de «coiffeurs» trente ans plus tard dans une lamentable brochure anti-anarchiste publiée au lendemain des grèves de mai 1968, intitulée *Anarchistes d'hier et d'aujourd'hui* (Éditions sociales), puis dans un livre publié en 1974 chez Plon: *Bakounine et Marx, ombre et lumière*. *«Il y a une trentaine d'années on a pu voir à l'œuvre les anarchistes espagnols qui causèrent le plus grand tort, à la République espagnole. Ils faisaient la preuve par leurs actes d'une méconnaissance totale des problèmes économiques, la nationalisation des petites boutiques, des salons de coiffure constituant pour eux une mesure révolutionnaire de première grandeur»* (p.19).

(4) Cf. *«Decreto de collectivizacion, conselleria d'economia, Generalitat de Catalunya, octobre 1936»*. Le décret distingue «les entreprises collectivisées dans lesquelles la responsabilité de la direction revient aux ouvriers qui la composent, représentés par un conseil d'entreprise» et «les entreprises privées, dans lesquelles la direction est à la charge du propriétaire ou du gérant avec la collaboration et la supervision du comité ouvrier de contrôle».

(5) Cf. Boris Souvarine, *A contre-courant, Écrits 1925-1939*, Denoël, note 12, p.321.

(6) Cf CM. Lorenzo, loc. cit. p.90.

(7) Bolloten Burnett, *La Révolution espagnole. La gauche et la lutte pour le pouvoir*, Paris, 1977, Ruedo ibérico.

*Solidaridad obrera*, le quotidien de la CNT, indique (8 avril 1937) que le PSUC (parti communiste) «organisa 18.000 commerçants, artisans et industriels au sein de la CEPCI, la fédération catalane des petits commerçants et industriels. Le PSUC permit à cette dernière - dont de nombreux adhérents étaient des employeurs - de s'affilier à l'UGT catalane qu'il contrôlait». Bolloten encore, cite le communiste Jésus Hernandez qui déclarait: «Qu'on en finisse avec les tentations des syndicats et des comités de mettre en pratique le socialisme» (8). En mars 1937 le parti communiste atteignait 250.000 membres. Rien d'étonnant...

Deux facteurs principaux déterminent l'opposition irréductible entre libertaires et communistes espagnols:

- La politique de l'Internationale communiste. Staline est surtout préoccupé de renforcer ses alliances occidentales contre l'Allemagne nazie. Il ne veut donc à aucun prix isoler l'URSS de la France et de la Grande-Bretagne. Il veut à tout prix éviter que l'Angleterre et la France ne s'entendent sur son dos. Sur le terrain, en Espagne, cela se traduit par des déclarations comme celle de Carillo:

*«Nous combattons sincèrement pour la république démocratique, parce que nous savons que si nous commettions l'erreur de combattre en ce moment pour la révolution socialiste dans notre pays - et même pour une période relativement éloignée après la victoire - nous donnerions la victoire au fascisme; nous verrions dans notre pays non seulement les envahisseurs fascistes, mais, à leurs côtés, les gouvernements bourgeois démocratiques du monde, qui ont déjà dit explicitement que dans la situation européenne actuelle ils ne toléreraient pas une dictature du prolétariat dans notre pays»* (9).

La première remarque qu'on pourrait faire est que les libertaires, hégémoniques dans la classe ouvrière, n'avaient aucunement l'intention d'instaurer une «dictature du prolétariat» et que, à la date des propos prononcés par Carillo, ils avaient déjà mis en place la collectivisation de l'économie sans faire de «Saint-Barthélemy de propriétaires», pour reprendre les termes de Proudhon. La seconde remarque est que personne ne pouvait prendre au sérieux le fait que les communistes aient pu renoncer à instaurer la «dictature du prolétariat» en Espagne s'ils en avaient eu les moyens.

La troisième remarque est que les «envahisseurs fascistes» vinrent de toute façon, sous la forme de l'appui que l'Allemagne nazie et l'Italie mussolinienne donnaient à Franco; quant aux «gouvernements bourgeois démocratiques du monde», leur intervention était elle aussi déjà effective, sous forme de non-intervention. Donc, si on élague toute la partie non pertinente de l'argumentation de Carillo, il reste le non-dit: la révolution en Espagne ne figure pas dans le programme de l'Internationale communiste.

-Une révolution que les communistes ne contrôlent pas. Si la politique du Komintern est la principale explication de l'attitude des communistes espagnols, il serait naïf d'imaginer que Staline ait pu un instant renoncer à jouer un rôle dans le cours des événements. Il y avait cependant deux obstacles: a- une révolution sociale était en train de se dérouler que les communistes ne contrôlaient pas: il fallait donc la liquider; b- la base sociale du parti communiste était insignifiante en 1936, le marxisme, malgré les efforts de Lafargue et d'Engels du temps de l'AIT, n'ayant jamais réussi à contrer l'influence bakouninienne; il fallait donc que les communistes se constituent une base sociale, et ce n'était possible qu'en dehors de la classe ouvrière.

Les communistes espagnols représentaient peu de chose avant la guerre civile, et ne purent se développer qu'en attirant à eux la paysannerie aisée opposée à la collectivisation, la petite bourgeoisie, beaucoup de fonctionnaires de police, des militaires. L'épine dorsale du mouvement communiste espagnol, soutenu par Moscou, offrait son expérience organisationnelle à des couches sociales dont les intérêts coïncidaient, à ce moment-là, avec les intérêts de la politique internationale de Staline. Ce dernier ne pouvait accepter l'idée d'une révolution prolétarienne se développant en dehors de son contrôle et sur des bases radicalement différentes de la révolution russe. En participant au gouvernement et en pratiquant le noyautage des instances de pouvoir, les communistes acquièrent donc une puissance hors de proportion avec leur base sociale.

Le parti communiste conditionnera les livraisons d'armes soviétiques à des contreparties politiques: nominations à des postes dans l'appareil d'État, etc... Il se constituera une base sociale dans les couches de la population que ni la CNT ni l'UGT n'organisent. La défense de la propriété privée sera le pivot de sa politique. Toute l'activité du parti communiste espagnol se concentrera autour de la liquidation de tous les acquis révolutionnaires que la classe ouvrière avait mis en œuvre.

(8) Ibid.

(9) Cité par Pierre Broué, *La révolution espagnole - 1931-1939*, Questions d'Histoire, Flammarion, p.140.

Investi dans les appareils de pouvoir, défenseur ostensible de la propriété et de l'ordre républicain, le Parti communiste voit dès lors ses effectifs gonfler, mais c'est un gonflement dont le caractère circonstanciel apparaîtra plus tard, lors de la défaite.

Les communistes, soutenus par la petite bourgeoisie nationaliste catalane, s'exprimaient ouvertement contre les collectivisations - ce qui est un paradoxe curieux, sachant qu'en Russie ils avaient imposé la collectivisation forcée de l'agriculture avec la violence la plus inouïe, faisant des millions de morts...

**René BERTHIER**  
*Groupe Gaston Leval*

---